

**Système d'acquisition dynamique (SAD)
n°2023/037/EdA-DA/
Location, location avec option d'achat et achat de
bâtiments modulaires à usage divers au profit des
clients de l'EdA**

Règlement de consultation (RC)

Phase 1 : réception et analyse des candidatures déposées au plus tard le **17 avril 2023 à 12h00**

Au-delà du 17 avril 2023 à 12h00 le système reste ouvert à tout opérateur économique souhaitant déposer une candidature satisfaisant aux critères de sélection définis dans le présent RC

Phase 2 : transmission du dossier offre aux candidats sélectionnés, conclusion du marché spécifique

ANNEXES :

- 1- Formulaire de pouvoir
- 2- Modalités d'inscription et de remise des offres sur la PLACE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Econamat des Armées (EdA), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), centrale d'achat du Ministère des Armées, représenté par son directeur général, dénommé ci-après le pouvoir adjudicateur et situé à l'adresse suivante :

ÉCONOMAT DES ARMÉES
Direction Générale 26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

L'EdA met en ligne ses consultations sur <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DE L'EDA ET CONTEXTE

L'éconamat des armées (EdA) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère des armées (MINARM). L'EdA est doté de l'autonomie financière ; il ne perçoit pas de subventions publiques.

Son objet social est défini par l'article L3421-1 de code de la Défense qui dispose que l'EdA « a pour objet le soutien logistique et la fourniture de services, de denrées et de marchandises diverses aux formations militaires en France et à l'étranger, ainsi qu'aux parties prenantes collectives et individuelles autorisées par le Ministre de la Défense ».

L'EdA s'appuie sur plus de 650 collaborateurs aux savoirs faire multiples pour un chiffre d'affaires de 340 millions d'euros en 2021.

L'EdA exerce ses activités au quotidien dans des conditions très variées sur le territoire national, en outre-mer et à l'étranger. Son client principal est le ministère des armées. Toutefois, il peut aussi accompagner d'autres administrations françaises ou des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations-Unies ou l'Union Européenne.

L'établissement a évolué avec l'histoire des forces armées françaises qui, de longue date, lui ont confié une partie du soutien des unités militaires ainsi que, dans certaines circonstances, celui de leurs familles. Du fait de son statut juridique et de sa culture, l'EdA est complémentaire des services de soutien du MINARM et intervient sur décision de l'état-major des armées. Il joue également un rôle d'interface entre le monde des armées et le secteur privé.

Le cœur de métier de l'EdA porte sur :

- l'approvisionnement en denrées alimentaires des restaurants du MINARM en métropole ;
- l'externalisation de la restauration collective en métropole ;
- la gestion de camps en soutien des opérations militaires du MINARM français et/ou de l'Union Européenne.

Afin de couvrir les besoins de ses clients militaires à l'étranger (UE, missions militaires MINARM...) l'EdA passe un système d'acquisition dynamique qui fixe les conditions générales dans lesquelles peuvent être réalisées des prestations d'achat, de location ou de location avec option d'achat de bâtiments modulaires à usage divers au profit des clients de l'EdA à l'étranger.

Le mode d'acquisition (achat ou location ou location avec option d'achat) est précisé dans chaque marché spécifique).

Pour rappel, le système est ouvert, pendant toute sa durée de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection.

Les marchés spécifiques sont établis à la survenance du besoin. Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de mise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le système est organisée conformément aux dispositions des articles R. 2162-49 à 51 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE ET DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

3.1. Caractéristiques et fonctionnement du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est un dispositif de consultation en deux étapes : la première étape consiste pour le pouvoir adjudicateur à identifier les prestataires auquel il est susceptible de recourir ; la deuxième étape consiste à mettre ces derniers en concurrence à chaque survenance d'un besoin. La particularité du SAD est qu'il reste ouvert à de nouveaux acteurs jusqu'à son échéance. Ce type de consultation agile est approprié aux achats dits « simples » c'est-à-dire ne nécessitant pas, pour les candidats, un temps d'établissement d'offre conséquent.

Ainsi,

- le présent SAD est passé conformément aux articles L2125-1 - 4° et R2162-37 à 51 du Code de la commande publique¹ et à l'article R.2162-42 de ce même Code ;
- les besoins décrits à l'article 3.2 ci-dessous font l'objet de consultations spécifiques publiées lorsque survient un besoin donné.

Une phase de candidature permettant le référencement au SAD, durant toute sa durée, de titulaires ayant satisfait aux critères énoncés au présent RC conditionne l'accès des opérateurs aux consultations spécifiques. En d'autres termes, seuls les candidats pré référencés accèdent aux consultations spécifiques.

Tout candidat qui le souhaite peut transmettre une candidature durant la durée du SAD pour se faire référencer. L'EdA après analyse de son dossier fait connaître sa décision à l'intéressé.

Un règlement de consultation (RC) phase offres, propre à chaque besoin et publié sur la plate-forme des achats de l'Etat, guide les opérateurs pré-référencés dans l'établissement de leurs offres financières et techniques.

L'attributaire de chaque marché spécifique est désigné après analyse des offres relatives à chaque consultation spécifique.

3.2. Objet de du système d'acquisition dynamique/allotissement

La consultation concerne la location, la location avec option d'achat ou l'achat de bâtiments modulaires à usage divers au profit des clients de l'EdA.

La prestation comprend la fourniture, la livraison, le montage et les éventuels raccordements aux réseaux divers en achat ou en location.

Le système d'acquisition dynamique est alloti comme suit :

- lot 1 : bâtiments modulaires – restauration/loisir (espace de production, de distribution, de stockage, espace de convivialité, sanitaires etc.) ;
- lot 2 : bâtiments modulaires – hébergement/tertiaire (bureaux, hébergement, sanitaires, circulation, etc.) ;
- lot 3 : bâtiments modulaires – techniques (stockage sec ou multi températures, atelier de réparation, sanitaires etc.) ;

3.3. Durée du système d'acquisition dynamique et des marches spécifiques

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée d'un an à compter de l'admission du premier

¹ Les articles L2125-1 - 4° et R2162-37 à 51 du Code de la commande publique¹ fixent les règles applicables au système d'acquisition dynamique et aux marchés spécifiques en découlant passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code de la commande publique.

fournisseur. Il est renouvelable de manière tacite 3 fois 1 an.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe les fournisseurs sélectionnés deux mois avant la date de fin de la période concernée.

Sans préjudice des prescriptions relatives à la garantie, la durée d'exécution des marchés spécifiques ne peut dépasser de plus de 24 mois la date limite de validité du SAD.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe les fournisseurs sélectionnés deux mois avant la date de fin de la période concernée.

3.4. Marchés spécifiques

Chaque besoin découlant des lots mentionnés à l'article 3.2 est exprimé au travers des documents de consultation afférents à chaque marché spécifique et envoyés aux candidats sélectionnés par lot après acceptation de leur candidature.

Pour chaque marché spécifique, un dossier contenant les éléments suivants et remis aux candidats références sur chaque lot du présent système d'acquisition dynamique :

- un Règlement de Consultation (RC) phase offres et ses annexes éventuelles ;
- un Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- un Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- un Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

Variante(s)/option(s)/prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)

-

Variante(s)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.
Option(s)	Des options sont prévues : trois reconductions tacites de douze mois.
Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.

ARTICLE 5 – FORMALISME ET MODALITES DE REPONSE

5.1. Modalité de retrait du DCE

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le site internet de la PLACE (plate- forme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.2. Modalités de transmission des informations complémentaire sur le DCE

Nature de l'information à transmettre	Délai pour transmettre l'information
Questions complémentaires relatives à la procédure par un candidat	6 jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures
Réponse du pouvoir adjudicateur à une question complémentaire d'un candidat	4 jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures
Renseignements complémentaires éventuels concernant le cahier des charges communiqués par le pouvoir adjudicateur	4 jours ouvrés avant la date limite de réception des candidatures

5.3. Forme juridique de la candidature

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat. Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée. La forme est précisée dans la lettre de candidature (solidaire ou conjoint).

Conformément à l'article R.2142-4 du Code de la Commande Publique une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour cette consultation.

5.4. Format des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les modalités de remise des candidatures et offres via le site figurent dans l'annexe 2 au présent règlement de consultation.

La signature électronique n'est pas requise. Les candidats prennent en compte le temps de téléchargement de leurs réponses sur le site de dématérialisation « LA PLACE ». En cas de difficulté, ils peuvent consulter la rubrique « aide aux utilisateurs » ou contacter le support au 01.76.64.74.07.

5.5. Date limite de réception des candidatures

Les candidatures doivent être communiquées uniquement par voie électronique via LA PLACE pendant toute la durée du Système d'acquisition dynamique (soit 4 ans maximum renouvellements compris)

Nota bene : La date limite de réception des plis est la date de réception et non la date d'envoi. Toute candidature ou offre parvenue après la fin du système d'acquisition dynamique est irrecevable.

Les candidatures sont à transmettre au plus tard le :

17 avril 2023 à 12h00.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS A REMETTRE

6.1. Documents à remettre pour la candidature

Le candidat fournit, conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, les éléments suivants :

Eléments relatifs à sa situation propre	
1	La lettre de candidature DC1 ou document équivalent comprenant la déclaration sur l'honneur concernant les exclusions prévue aux articles L2141-1- à 6 du code de la commande publique et les attestations prévues aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
2	La déclaration du candidat DC2 ou document équivalent ;
3	En application de l'article R.2143-9, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), s'il est en redressement judiciaire
4	Une présentation générale de l'entreprise ou du groupe ;
5	La déclaration appropriée de banques ou la preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
Eléments financiers	
6	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices ;
Eléments techniques	
7	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel dédiée au présent système d'acquisition dynamique ;

8	Une déclaration indiquant les moyens (outillage, matériel équipement technique) dont le candidat dispose pour la réalisation des marchés spécifiques issus du présent système d'acquisition dynamique ;
9	Les agréments et/ou certifications détenus ;
10	Les connaissances du candidat sur le domaine d'activité objet du présent système d'acquisition dynamique ;
11	L'organisation envisagée pour accompagner l'EdA durant toute la durée du système d'acquisition dynamique ;
Références professionnelles	
12	La présentation d'une liste des principales références et des principales réalisations sur des marchés publics similaires et le destinataire public ou privé au cours des trois dernières années ;

- Cas des entreprises nouvellement créées :

Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier les marchés spécifiques sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

- Candidature par lot

Les soumissionnaires peuvent présenter une candidature pour tout ou partie des lots listés à l'article 3.2. Il appartient aux candidats de préciser dans leur dossier de candidature (DC1) les lots pour lesquels il soumissionne.

6.2. Documents complémentaires relatifs à l'objet du SAD

Chaque candidat doit constituer un dossier de candidature. A ce titre il doit :

- transmettre un mémoire technique démontrant sa capacité à répondre à un ou plusieurs lots (variété des solutions, capacité d'adaptation/d'évolution de solutions proposées etc.);
- décrire techniquement des solutions proposées : isolation chaud/froid, temps de déploiement, origine du matériel etc. ;
- présenter ses éventuels partenariats avec un tissu de prestataires locaux (Afrique, Europe de l'Est principalement) ;
- proposer une capacité de stockage de solutions standardisées ;
- fournir des exemples de solutions déployées à l'étranger (en achat ou location) ;
- établir une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont il dispose pour la réalisation des marchés spécifiques ;
- démontrer les certificats de qualifications professionnelles relatifs à l'exécution du/des lot(s) pour le(s)quel(s) il candidate (certificats d'identité professionnelle ou des références travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat) ;
- décrire les moyens mis en œuvre pour le recherche et le développement (R&D) ;
- confirmer, si dans le cadre de ses réalisations il fait appel à un bureau d'études en régie ou s'il est externalisé et le cas échéant transmettre les coordonnées et les références des projets réalisés ;
- fournir des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester de la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques ou à défaut, la preuve de mesures équivalentes de garanties de qualité si le candidat n'a pas accès à ces certificats ou n'a aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- démontrer qu'il est en mesure de fournir des solutions répondant aux caractéristiques du marché européen.

6.3. Documents à remettre pour l'offre

Les documents à remettre au titre de l'offre sont communiqués pour chaque marché spécifique dans l'invitation à soumissionner aux candidats retenus à l'issue de l'analyse des candidatures (phase 1).

6.4. Documents à remettre par le titulaire pressenti

Le titulaire pressenti doit fournir préalablement à la notification des marchés spécifiques, et ceci dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- une copie de l'état annuel des certificats reçus NOTI2 ou des certificats fiscaux et sociaux à jour du dernier exercice comptable clos ;
- une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTI1 accompagnée des documents qui y sont demandés.

À défaut de fournir les documents précités, les marchés spécifiques issus du système d'acquisition dynamique peuvent être attribués au concurrent dont l'offre a été classée immédiatement après et ayant transmis les documents demandés.

Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

6.5. Conditions de participation

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

Si un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participer fixées dans la présente procédure, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé.

Lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des soumissionnaires ou le classement des offres, le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. En tant que de besoin, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1. Examen des candidatures

L'examen des candidatures se fait conformément aux articles R.2144 -1 à 7 fixant les règles de sélection des candidats dans le cadre des procédures passées par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L. 1211 -1 du code de la commande publique.

Les candidatures sont examinées au regard des éléments demandés à l'article 6.1 du présent RC.

L'examen des candidatures porte sur les capacités économiques, financières, techniques et les références professionnelles.

Pour justifier ses capacités financières et techniques et ses références professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et du fait qu'il en disposera pour l'exécution des marchés spécifiques du système d'acquisition dynamique.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

7.2. Critères de jugement des candidatures

Les candidatures sont examinées sur la base des éléments mentionnés à l'article 6.2 du présent document :

Critère n°1 : moyens techniques du candidat - 40

Sous-critère n°1 : capacités techniques (fabrication, sous-traitant, filière d'approvisionnement) – 15 points,

Sous-critère n°2 : maintenance proposée – 7 points,

Sous-critère n°3 : réseau mondial d'intervention – 7 points,

Sous-critère n°4 : qualité des structures proposées – 6 points,

Sous-critère n°5 : origines – 5 points.

Critère n°2 : développement durable - 30

Sous-critère n°1 : performance environnementale des solutions, énergie – 20 points

Sous-critère n°2 : R&D (politique mise en place par la société en matière de recherche et développement - amélioration de la performance énergétique etc.) – 10 points ;

Critère n°3 : étude de cas – 20 points

Le candidat est jugé sur l'aspect technique, financier et le délai de déploiement de la solution proposée

Critère n°4 : références – 10 points

Les références dont l'objet est similaire aux prestations demandées dans le cadre de ce SAD.

Le candidat dont la candidature obtient une note inférieure à 50 points ne peut être admis dans le présent SAD.

7.3. Critère de jugement des offres – marchés spécifiques

Les offres remises par les candidats dans le cadre des marchés spécifiques sont jugées selon les critères et sous-critères précisés dans la lettre d'invitation à concourir envoyée par l'EdA pour chaque marché spécifique afférent au présent système d'acquisition dynamique.

A titre d'information, les critères essentiels retenus pour la notation des offres sont (la pondération variant avec les priorités définies par le contexte) :

- FINANCIER : de 40 à 60 points ;
- TECHNIQUE : de 30 à 50 points ;
- DELAIS : 10 points.

Pour rappel, l'invitation à concourir susmentionnée est envoyée uniquement aux candidats dont la candidature a été acceptée conformément aux critères énoncés à l'article 6 du présent document.

ARTICLE 8 – DROIT – LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES

8.1. Procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est en l'espèce le Tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue du Puig – 93558 MONTREUIL.

Tel : 01 49 20 20 00

Fax : 01.49 20 20 99

E-mail : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Il s'agit également du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

8.2. Langue du système d'acquisition dynamique

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité du système d'acquisition dynamique et des marchés spécifiques.

Pour les fiches techniques, une autre langue de l'Union européenne est autorisée à la condition expresse qu'une traduction de courtoisie exhaustive soit fournie.

8.3. Monnaie applicable

L'euro est la monnaie applicable.